Gagner la bataille du rail, c'est possible (pp. 2-3)

Supplément à l'Humanité

Communistes

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e - Comité de rédaction: Jacques Chabalier - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 11 06) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Des chaînes humaines pour le service public

Dans le cadre des assises de l'écologie, le PCF s'est mobilisé pour conserver la propriété publique de l'eau et des ouvrages hydroélectriques. Dans ce cadre, il a organisé une grande chaîne humaine dimanche 8 avril au barrage du Sautet en Isère. Contre toutes les privatisations, mettons les services publics sous protection citoyenne.

SERVEZ-VOUS

BADGE SNCF

MÉDIAS

• Pierre Laurent
France info
11 avril, 8 h 30

• Pierre Laurent donne un grand entretien à *l'Humanité Dimanche* en vente dès jeudi

MAI 68
Un livre préfacé par Pierre Laurent
renseignements
comedit8@gmail.com

L'ACTU

Gagner la bataille du rail, c'est possible

Les cheminots ont mille fois raison de mener leur lutte, qui gagne en intensité et en soutien. Et bien entendu, cette bataille du rail les communistes doivent tout faire pour les aider à la gagner.
La réforme proposée par le gouvernement n'est rien d'autre qu'une casse programmée du service public à l'échelle de celle engagée au Royaume-Uni, la fermeture programmée de milliers de kilomètres de lignes, un non-sens écologique et social.
La casse du statut, la mise en concurrence, la privatisation que propose le gouvernement ne résoudraient rien, au contraire. Le problème de la SNCF, c'est sa dette, de 53 milliards d'euros, que l'État lui a fait porter en n'assumant pas le coût de la construction des lignes TGV. Elle impose des frais financiers de 1,6 milliard d'euros par an, et entraîne la SNCF dans une spirale négative à arrêter d'urgence. C'est possible.
Quand les transports d'Île-de-France ont été décentralisés en 2006, les communistes ont fait le même constat d'un manque criant de moyens. Nous avons dit, très seuls, qu'il fallait de nouvelles ressources, plusieurs milliards par an, et porté des solutions concrètes (hausse du versement transport des entreprises, de la taxe locale sur les bureaux, contribution des parkings de bureaux et d'hypermarchés).
Aujourd'hui, 12 ans après, tout n'est pas parfait, mais des avancées ont été gagnées : tarification sociale pour 1 million de personnes, Pass Navigo unique, programme d'investissement de plus de 40 milliards.
Cela n'est pas arrivé par hasard, mais grâce aux 2 milliards de recettes annuelles gagnés. Hausse du versement transport, taxation des bureaux, des parkings d'hypermarchés : les gouvernements Fillon en 2010, Ayrault en 2013, Valls en 2014 et 2016 ont été obligés de mettre en œuvre des propositions du PCF. Le gouvernement Philippe a aussi augmenté le versement transport fin 2017 et, sous la pression des élus, vient d'accepter de nouvelles recettes à voter fin 2018 pour le Grand Paris Express.
Nous avons gagné 2 milliards par an pour l'Île-de-France, nous pouvons gagner les 5 milliards nécessaires pour le développement de la SNCF et du rail dans l'ensemble du pays. Assez pour éponger la dette, pour baisser les tarifs des usagers, relancer les investissements et le fret. Les communistes proposent de créer un versement transport régional (800 millions par an), d'augmenter et étendre à toute la France la taxe locale sur les bureaux (2 milliards par an), celle sur les parkings d'hypermarchés (2 milliards par an), de créer une écotaxe poids lourd régionale (1 milliard par an) et un livret d'épargne transport, avec des amendements déposés par les députés communistes à l'Assemblée.
Ces propositions ont été reprises dans des rapports officiels. Le rapport de forces créé par les cheminots, le très large soutien dont ils bénéficient et qui doit encore s'amplifier doit permettre de les imposer. C'est indispensable pour des transports durables dans notre pays et pour un aménagement du territoire qui ne délaisse pas les zones rurales et les villes moyennes.✪

Jacques Baudrier
conseiller de Paris, animateur du collectif mobilités du PCF

Mobilisation étudiante

Une très bonne nouvelle

Extrait du rapport au Collectif national de l'UEC

Alors que depuis l'élection de Macron les tentatives de lancement d'un mouvement social avaient toutes échoué, la forte présence étudiante dans les manifestations du 22 mars, puis les dizaines de facs mobilisées dans la foulée constituent une très bonne nouvelle. Par milliers dans les assemblées générales, les étudiant·e·s mettent en avant des revendications simples et claires : pour le retrait de la loi ORE (instituant la sélection), pour le réinvestissement public dans l'enseignement supérieur, et bien sûr pour les libertés démocratiques à l'université. L'attaque fasciste perpétrée à Montpellier par une bande armée n'a pas réussi à décourager les étudiant·e·s. Au contraire, elle a poussé nombre d'entre elles et eux à s'engager dans un large mouvement progressiste et démocratique.
À présent, pour l'UEC l'urgence est de leur apporter des perspectives de victoire. Car en politique, contrairement à la célèbre maxime sportive, l'important n'est pas de participer, mais de gagner. La mobilisation est encore fragile, pour la consolider il faut prouver son utilité par la pratique et cela très rapidement, avant la fin de l'année. Pour mettre en œuvre une stratégie de victoire, trois conditions *sine qua non* sont à remplir :
- Massifier les manifestations, autour d'un petit nombre de revendications claires. Pour cela, sans surprise, il faut permettre la participation du plus grand nombre d'étudiant·e·s. Les débats fumeux, lunaires ou hors-sujet en AG interdisent à beaucoup d'entre nous l'accès aux espaces de mobilisation. L'enjeu n'est pas d'organiser un mode de vie parallèle et saisonnier dans une poignée de facultés, mais bien de faire de la politique, et donc de satisfaire les revendications étudiantes, en descendant à plusieurs centaines de milliers dans les rues.
- Aux côtés des cheminot·e·s et des autres travailleur·se·s en lutte. Comme nous l'ont enseigné deux siècles de mouvement ouvrier, face aux capitalistes et à leur gouvernement, c'est avant tout le rapport de forces sur le plan économique qui importe. En cessant le travail, les producteurs et productrices de richesses assèchent les profits à la source. La satisfaction des revendications des étudiant·e·s est donc en grande partie subordonnée aux luttes en expansion dans le monde du travail. L'oublier, c'est se tirer une balle dans le pied mais aussi parasiter le combat salutaire des cheminot·e·s. Aidons à faire converger les luttes.
- Mener réellement et jusqu'au bout la bataille pour la réussite étudiante. Alors que les révisions et examens approchent, la tentation existe d'opposer poursuite de nos études et mobilisation. Pour les étudiant·e·s communistes il s'agit d'un faux débat : mener une vraie et grande mobilisation suppose d'entraîner une majorité de nos camarades de promo, qui pour une écrasante majorité ne peuvent se permettre de repousser d'un an leur projet de vie. Réussir la mobilisation et réussir nos examens : ces deux objectifs vont donc de pair !
Dans les conditions présentes, la victoire est encore à notre portée, pour peu que nous nous mettions à la hauteur de la situation. Nous avons participé à la mobilisation du 10 avril, à l'appel de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur, et appelons désormais l'ensemble des étudiant·e·s à se préparer pour le jeudi 19 avril, journée d'action nationale interprofessionnelle. D'ici là, dans chaque AG, sur chaque campus, nous travaillerons sans relâche au seul objectif qui compte aux yeux des communistes : convaincre.✪

Antoine Guerreiro
secrétaire national de l'UEC
Nous mettons à disposition des autocollants, "Ma fac j'y tiens, non à la sélection", pour populariser nos luttes.

Allonnes (Sarthe)

Alors que les membres du Conseil municipal d'Allonnes s'apprêtaient à voter le budget 2018, les élus, toutes tendances politiques confondues, ont mené une action symbolique afin d'exprimer leur « ras-le-bol » face à la politique austéritaire du pouvoir.✪

TOUS ONT DÉPOSÉ LEURS ÉCHARPES ET QUITTÉ LA SALLE DU CONSEIL !

Un mouvement social puissant

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, évoque la bataille ferroviaire en cours, les difficultés que rencontre le pouvoir, les moyens d'élargir le soutien au mouvement et son tour de France avec le livre *Macron, entreprise de démolition*.

Communistes — SELON TOI, COMMENT LES CHOSES ONT-ELLES ÉVOLUÉ AU COURS DES DERNIERS JOURS SUR LA BATAILLE FERROVIAIRE ?

OLIVIER DARTIGOLLES : Il y a encore quelques semaines, l'Elysée et le gouvernement ne s'attendaient absolument pas à une telle situation. Ils misaient sur un isolement des cheminots et sur une opinion publique validant, sur l'essentiel, la réforme proposée. Or, aujourd'hui, la réalité est un mouvement social puissant avec une succession de sondages indiquant un soutien aux grévistes qui progresse, des contradictions et des paradoxes. L'agenda médiatique présidentiel de la semaine est conçu pour toucher un maximum de personnes. Depuis lundi, le débat est engagé dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Emmanuel Macron et sa majorité vont tenter une nouvelle opération d'envergure, très certainement plus élaborée que la première qui a consisté à un lamentable « cheminot-bashing » et à une présentation apocalyptique du chemin de fer. Le pouvoir a sous-estimé plusieurs facteurs : un attachement singulier à nos trains, nos gares ; une repolitisation dans le pays en réaction à une politique sociale jugée injuste et à un début de quinquennat vécu comme un acharnement visant les plus modestes ; un mécontentement grandissant vis-à-vis de l'autoritarisme, du passage en force systématique, du mépris de classe.
Le prochain round est décisif. Il nous faut franchir une nouvelle étape dans la bataille argumentaire. Tenir bon pour, à la fois, ne pas perdre ce que nous avons commencé à gagner, et remplir l'agenda avec de nouvelles actions afin d'élargir notre campagne d'explications, de révélations, de propositions pour l'avenir du ferroviaire public.

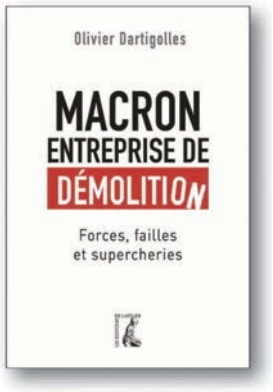
Communistes — COMMENT CELA PEUT-IL SE TRADUIRE CONCRÈTEMENT ?

O. D. : D'abord en insistant sur une dimension : il n'y a pas d'autres priorités aujourd'hui que d'enraciner partout dans le pays ce travail qui consiste à la fois à une solidarité active aux organisations syndicales et aux cheminots en lutte et à des initiatives propres des communistes dans la bataille d'idées. Expliquer auprès des usagers et des citoyens avec qui nous échangeons ce qui se passe à la SNCF, pourquoi il faut une réforme mais pas celle du gouvernement. On connaît les portes d'entrée pour faire réfléchir et faire progresser le soutien au mouvement : les besoins humains en termes de mobilité et d'aménagement du territoire, les enjeux environnementaux. Sur la dette, l'exécutif est aujourd'hui en grande difficulté. Quand on fait le bilan de la mise en concurrence du fret ferroviaire, on se fait mieux comprendre. Idem sur l'avenir des petites lignes.
Face aux mensonges et aux omissions du gouvernement, le débat citoyen est la solution. Dans tous les formats : les échanges devant les gares, les débats publics, les rencontres dans les quartiers. Pourquoi pas avec un référendum organisé partout dans le pays ?
Le succès des prochaines journées, le 19 avril et les défilés du 1er Mai, est primordial. Quant aux autres dates qui sont aujourd'hui en discussion, comme le 5 mai, je crois qu'il faut dire les choses telles qu'elles sont. Des questions se posent : quelle articulation avec les organisations syndicales ? Ne rien produire qui puisse les mettre en difficulté. Pour quel objectif ? Avec quelle co-organisation avec l'ensemble des forces aujourd'hui mobilisées ? Dire aussi que le rassemblement du 14 avril à Marseille est, dès son l'origine, à l'initiative de 18 organisations, dont le PCF, et sous l'impulsion de l'UD CGT 13.

Communistes — COMMENT SE PASSE TA TOURNÉE AVEC LE LIVRE « MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION » ?

O. D. : Depuis le lancement du livre, à la mi-janvier, j'ai participé à une trentaine de débats. Avec toujours le même déroulement, je présente le livre puis nous donnons la parole à des acteurs locaux des luttes. Lors des débats, on parle bien évidemment de l'actualité du macronisme mais, très vite, la question est celle de l'avenir, de l'alternative à partir des luttes qui se développent dans le pays. Face au risque d'un scénario à l'italienne, dont personne ne peut dire aujourd'hui qu'il est impossible dans notre pays, ou d'une longue séquence tatchérienne avec un macronisme autoritaire, les débats questionnent la manière dont on peut, avec d'autres forces politiques et sociales, travailler à une sortie par le haut, avec un projet progressiste, solidaire et humain. Cela demande des batailles d'idées dans la durée. Celle des services publics est beaucoup discutée. Elle est ressentie, à chaque débat, comme une priorité avec, dans les territoires urbains ou ruraux, des illustrations extrêmement fortes pour dire en quoi ces services publics relèvent d'un véritable choix de société, opposé aux premiers de cordée et à la Start-up nation de Macron. Après la chaîne humaine au barrage du Sautet, nous pourrions les mettre sous protection citoyenne, avec de nombreuses autres initiatives de ce type partout dans le pays.

Propos recueillis par Gérard Streiff



MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries
Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)
COMMANDE des organisations
Règlement à l'ordre du PCF à :
PCF - 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris
Prix préférentiel pour les fédérations
Pour des débats autour du livre :
Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr
(Tél. : 01 40 40 11 11)

PROCHAINES RENCONTRES AUTOUR DU LIVRE

11 avril,
Langon (Gironde)
17 avril,
Valence (Drôme)
18 avril,
Saint-Ouen (Seine-St-Denis)
19 avril,
Parentis (Landes)

GAZA

Faire cesser immédiatement les exactions du gouvernement israélien

Depuis le 30 mars dernier, le gouvernement israélien a encore franchi un pas dans l'illégalité. Ce jour-là, comme chaque année, des dizaines de milliers de Gazaouis ont manifesté pacifiquement pour commémorer la Journée de la Terre[1], pour réclamer le droit au retour, pour marquer leur opposition à l'implantation de l'ambassade américaine à Jérusalem, pour dénoncer le blocus de Gaza. Cette mobilisation doit durer six semaines. L'armée israélienne a tiré à balles réelles avec la volonté manifeste de tuer. Bilan : 17 morts et des milliers de blessés. Vendredi 6 avril, le bilan s'est encore alourdi avec 9 morts et des centaines de blessés. Réprimer par la violence une manifestation pacifique est interdit par le droit international et doit être condamné, mais par son silence la communauté internationale se fait complice de ce crime.
Des voix dans le monde associatif et politique se sont élevées, dont celle du PCF. Une délégation du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI), à laquelle participait pour le PCF Raphaëlle Primet, a été reçue au ministère des Affaires étrangères. Des rassemblements ont eu lieu partout en France pour demander à notre gouvernement « *d'intervenir immédiatement pour que cessent les exactions du gouvernement israélien* », mais nos gouvernants restent sourds aux exigences de sanctions contre cet État qui manifeste un peu plus chaque jour en toute impunité son mépris du droit international. La France ne peut pas, comme dans son dernier communiqué, renvoyer les deux parties dos à dos : « *Seule une levée des restrictions imposées à Gaza, avec les garanties de sécurité nécessaires pour Israël, permettra de répondre à la crise humanitaire et de prévenir l'escalade des tensions* »[2], alors que le gouvernement israélien a choisi ce mode de répression délibérément. Majed Bamia, diplomate palestinien, précise : « *Nous sommes face à un meurtre prémédité. Les plus hauts dirigeants israéliens avaient annoncé avant la manifestation qu'ils se préparaient à la réprimer dans le sang.* »
Le PCF demande avec fermeté au gouvernement français de passer des paroles à l'action en sanctionnant Israël :

"Soirée de solidarité le 17 avril"

- En étant à l'initiative d'un embargo sur les armes comme le demande le BNC (Boycott National Comittee), qui regroupe plusieurs dizaines d'organisations de la société civile palestinienne engagées dans le mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS) ;
- En demandant la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël ;
- En stoppant toute relation diplomatique avec Israël tant que ce gouvernement qui se prétend démocratique continue à utiliser des méthodes de répressions qui ne relèvent pas d'une démocratie et qui bafoue systématiquement le droit international.

Le PCF soutient les Palestiniens dans leurs revendications :
- Pour l'application de la résolution 194. Israël, en 1948, a signé cette résolution qui lui permettait d'intégrer l'ONU. Le droit au retour des réfugiés est un droit inaliénable qui appartient à chaque Palestinien ;
- Pour la levée du blocus de Gaza.

Dans le cadre de la journée internationale pour la libération des prisonniers politiques, le PCF vous invite à une grande soirée de solidarité le 17 avril, à partir de 19 heures, au siège du PCF au 2, place du Colonel-Fabien, Paris 19e.

Mathilde Caroly
membre du collectif Palestine du PCF

1. La Journée de la Terre commémore le souvenir de 6 Palestiniens d'Israël tués par l'armée israélienne le 30 mars 1976 alors qu'ils manifestaient contre la confiscation de terres ancestrales en Galilée pour l'implantation de colonies.
2. https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/israel-territoires-palestiniens/la-france-et-les-territoires-palestiniens/evenements/article/territoires-palestiniens-situation-dans-la-bande-de-gaza-07-04-18

Moselle

Les communistes de Moselle ont lancé, jeudi dernier, devant la gare fermée de Rombas, une campagne départementale : Usagers de la santé et des services publics en Moselle. Un tract départemental a été édité à 16 000 exemplaires qui sera accompagné d'un questionnaire départemental. La direction fédérale souhaite, durant les 4 prochains mois, organiser une centaine d'initiatives sur l'ensemble du département et en premier lieu devant les services publics. Cette campagne a été décidée par un séminaire militant en octobre dernier.✪

Vénissieux

Débat sur les drogues

La rencontre-débat sur les drogues, organisée par la section PCF de Vénissieux au cinéma Gérard-Philipe, a ouvert un débat public riche sur un sujet qui est abordé le plus souvent que sous l'angle des trafics et de l'action de la police. Le film "Chouf", un polar terrible où un jeune, promis à de brillantes études, s'enfonce dans le trafic pour comprendre pourquoi son frère est mort, et se fait finalement tuer lui-même, a marqué la soirée par cette violence terrible des trafics. C'est souvent le point de départ des questions posées par les habitants aux élus : « Pourquoi tous ces points de vente, de trafic restent, alors que les arrestations, interpellations, prises de produits stupéfiants... se multiplient ? » Si la participation, un peu plus de 50 personnes, était sans doute en dessous des attentes, elle a permis un débat très riche qui a montré qu'on ne peut parler de ces trafics sans chercher à comprendre ce qui est derrière, la consommation, ses causes et ses conséquences sur la vie personnelle, familiale, sociale. Après une introduction de Pierre-Alain Millet pour la section et le témoignage de Myriam Guillaume (*La Marseillaise*), Michèle Picard, maire, montrait la complémentarité de l'action publique, de la sécurité à la prévention.✪

Y'avait comme un décalage

Le parti de Macron avait décidé de lancer sa campagne électorale sur l'Europe par un porte-à-porte géant. Premier de cordée, Castaner, patron des Marcheurs et secrétaire d'Etat, s'est sacrifié, samedi dernier à Tours. Un porte-à-porte point trop discret, il faut dire : il était accompagné de plusieurs dizaines de Marcheurs, de trois députés, d'un aréopage d'élus et d'une armada de journalistes. Dans ce genre de porte-à-porte, faut prévoir des salons assez larges pour caser toute l'invasion. Alors l'Europe ? demanda benoîtement Castaner à une citoyenne d'Indre-et-Loire. Et là, comme dit *Le Parisien* pourtant plutôt aux ordres, « *le quotidien est revenu au galop* ». Castaner a entendu parler « *de l'euro trop cher* », « *de l'angoisse sur le pouvoir d'achat* », « *des petites pensions* », « *des difficultés du quotidien* », « *des impôts* », de « *la CSG sur les retraites* », etc. « *La scène a traduit une forme de décalage* », ajoutait pudiquement le journaliste au terme de ce reportage « *dans cette France où le président dévisse dans les sondages* ». Bref, la « *grande marche pour l'Europe* », intitulé officiel de l'initiative de Castaner, devrait plutôt s'appeler « *le grand flop pour l'Europe* ». ✪

Gérard Streiff

Jura

Une délégation du PCF de la section de Lons-le-Saunier dans le Jura a rencontré les salariés de BEL. Jeudi 29 mars, le syndicat CGT du groupe Bel appelait les salariés à faire une journée de grève pour de meilleures conditions de travail et une hausse de leur salaire. Une délégation du PCF est venue soutenir les salariés à Lons-le-Saunier. 85 % des effectifs étaient en grève. D'après les anciens salariés, c'est une grande première, cela remonte à 40 ans pour avoir ce taux de participation. La situation financière de BEL est excellente. Entre 2006 et 2016 le résultat net est passé de 79 à 213 millions d'euros soit presque 3 fois la culbute. Le cumul des dividendes entre 2006 et 2016 est de 462 millions d'euros. Le CICE vient gonfler ces chiffres de 17 millions touchés en 2014. Donc la demande d'augmentation de 150 euros par salarié ne devrait pas mettre en péril le groupe.
Les choses bougent dans notre pays, prenons en compte la colère qui s'exprime et nourrissons notre débat avec les luttes.✪

Gers

Samedi 31 mars, la fédération du PCF du Gers organisait une journée de travail sur les enjeux agricoles et alimentaires avec Gérard Le Puil (à laquelle ont participé 15 camarades).
Comment concilier agriculture et lutte contre le réchauffement climatique, nouveaux enjeux alimentaires, comment prendre en compte les exigences du salariat agricole en pleine expansion, comment transformer la politique agricole européenne pour sortir ces activités de l'OMC et des seules exigences spéculatives du marché.
Dans ce département rural où ces évolutions sont au cœur de l'actualité sociétale et traversent le monde agricole, les communistes ont travaillé en profondeur leurs propositions. Une bonne façon de préparer le congrès et les prochaines élections européennes.✪

Saône-et-Loire

Chaîne humaine pour la défense de l'hôpital.

Dans l'AGENDA du PCF

10 avril, 19 h : Convergence des luttes, espace Robespierre, Ivry-sur-Seine (94)
10 avril, 19 h : Financement des services publics, centre Suzanne Masson, avec Didier Le Reste et Éric Bocquet (Paris 12)
11 avril : Soirée sur le Manifeste du Parti communiste, 48 bis rue Lazare-Carnot, Saint-Étienne-du-Rouvray (76)
14 avril, 13 h-14 h : Cortège PCF Bouches-du-Rhône, Vieux-Port de Marseille (13)
14 avril, 14 h : Débat Économie écologie, nouveau mode de développement, 25 rue des poissonniers, Reims (51)
14 avril : Fête du journal *l'Avenir*, Rennes (35)
17 avril : Projection débat « Le jeune Karl Marx », le Palace, à Montataire, Oise (60)
4 et 5 mai : Assises de l'écologie
20 mai : Fête de l'Humanité Poitiers, la Rotative Buxerolles, 48 av. de la Liberté, Buxerolles (86)

SOUSCRIPTION

Je verse :..... ..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

http://adhesion.pcf.fr/soutenir

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.